

## **Politique Sociale Genrée et Transformatrice pour l'Afrique (GETSPA)**

### **APPEL À PROPOSITIONS POUR DES DOCUMENTS DE RÉFLEXION**

L'Institut d'études africaines (IAS) de l'Université du Ghana, avec le soutien financier de l'Open Society Foundation, lance un appel à propositions pour des documents de réflexion pour étudier le potentiel et les défis d'une politique sociale transformatrice en Afrique.

#### *Contexte*

À l'heure actuelle, la recherche d'approches transformatrices en matière de politique sociale est entravée par les fondements néolibéraux des approches traditionnelles et les cultures patriarcales des institutions politiques, deux problèmes qui se traduisent par un manque d'attention politique aux inégalités liées au genre, à la génération, au lieu de résidence et au handicap, entre autres. Les politiques sociales sont invariablement réduites à la protection sociale et sont mises en œuvre par le truchement de mesures ciblées plutôt qu'universelles. En outre, l'interaction entre les politiques sociales et économiques est mal reconnue, l'élaboration des politiques économiques étant privilégiée et la politique sociale étant considérée comme un moyen d'absorber les laissés-pour-compte dans la quête de la croissance économique. Enfin, il y a une pénurie d'universitaires en politique sociale en Afrique, ce qui conduit à privilégier les connaissances occidentales comme base de la praxis en matière de politique sociale. Les universitaires africains manquent également d'opportunités et de ressources pour entreprendre des recherches sur la politique sociale dans d'autres contextes du Sud et sont donc incapables de tirer des leçons qui enrichiraient la politique sociale en Afrique. Le projet GETSPA s'est engagé à contribuer à lever ces obstacles à la transformation des politiques sociales en Afrique.

Comme étape initiale de ce programme de transformation des politiques sociales, le projet GETSPA a entrepris des recherches depuis novembre 2020 dans trente et un pays en Afrique, afin de cartographier le paysage et l'évolution des approches en matière de politiques sociales depuis la période coloniale. Ces études de pays ont permis de constater que l'importance accordée aux politiques sociales pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique a varié au fil des ans. Au cours de la période coloniale, la politique sociale a été poursuivie dans le cadre d'un programme d'appropriation des ressources qui a entraîné la création et/ou l'exacerbation des inégalités et des dualités structurelles. Le début de la période d'indépendance semble avoir été la période où la politique sociale a fait l'objet de la plus grande attention, lorsque les États développementistes ont mis en place des politiques de grande envergure pour relever simultanément les défis de la construction de la nation, de la citoyenneté sociale et économique, et de la croissance économique. La dévaluation de la politique sociale a commencé avec la période des réformes économiques prescrites par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) dans les années 1980, lorsque les prestations publiques de l'État ont été réduites et que la logique du marché a été mise en avant. Si la politique sociale a fait un certain retour dans les discours mondiaux, elle a été réduite à une question de protection sociale qui se concentre étroitement sur des interventions correctives pour les « vulnérables ». Ces interventions ne suffisent pas à répondre aux questions importantes liées à la montée des inégalités, notamment l'inégalité liée au genre (liée à la segmentation du travail en fonction du sexe, à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et à l'écart de patrimoine entre les hommes et les femmes). La période de la pandémie a mis en évidence les

limites de la version réductrice de la politique sociale pour faire face aux crises de pauvreté, aux vulnérabilités et aux inégalités qui se sont aggravées pendant la pandémie, et encore moins à l'objectif du bien-être humain dans son sens le plus positif et le plus large. Cette prise de conscience offre l'opportunité de repenser l'élaboration de la politique sociale, signalant un point d'entrée pour le programme de politique sociale transformatrice de GETSPA.

C'est dans ce contexte que cet appel est lancé pour des documents de réflexion axés sur des initiatives prometteuses qui peuvent conduire à la réalisation d'un programme de politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre pour le développement de l'Afrique.

### ***Approche***

Le projet prend comme point de départ la définition étendue de la politique sociale de Mkandawire selon laquelle

« les interventions collectives ayant une incidence directe sur le bien-être social, les institutions sociales et les relations sociales.... concernés par les effets redistributifs de la politique économique, la protection des personnes contre les aléas du marché et les conditions changeantes telles que l'âge, le renforcement du potentiel productif des membres de la société, et la conciliation du fardeau de la reproduction avec celui d'autres tâches sociales. Les sociétés prospères ont confié toutes ces tâches aux politiques sociales, bien que la pondération des tâches ait varié d'un pays à l'autre et au sein de chaque pays, d'une période à l'autre ».<sup>1</sup>

La politique sociale concerne donc le bien-être social, les institutions sociales et les relations sociales et a une valeur à la fois instrumentale et intrinsèque ou normative. Cette approche de la politique sociale fournit un cadre pour évaluer la politique sociale en Afrique.

En outre, le projet considère l'égalité des sexes et la transformation des hiérarchies des sexes comme une préoccupation primordiale. Il s'agit de remédier au manque d'intérêt pour la nature sexospécifique des régimes de politique sociale et les inégalités de genre dans le développement social dans l'ensemble des régimes de politique sociale. Bien qu'il existe de plus en plus d'instruments de politique sociale qui ciblent les femmes et dont elles tirent des avantages sociaux, ceux-ci ne remettent pas nécessairement en question les hiérarchies entre les sexes et peuvent les renforcer activement. La négligence des questions de genre dans la politique sociale se manifeste par des hypothèses non examinées sur la famille et le ménage, et par le manque d'attention à la segmentation de l'emploi selon le sexe et aux normes problématiques de genre qui sous-tendent le travail rémunéré et non rémunéré et la reproduction sociale. Le fait de combler ces lacunes dans l'élaboration des politiques et la littérature sur les politiques soulève des questions cruciales pour le développement économique et social dans le débat sur la politique sociale.

---

<sup>1</sup>Mkandawire, T. (2011). Welfare regimes and economic development: Bridging the conceptual gap. In V. Fitzgerald, J. Heyer, and R. Thorp (Eds.), *Overcoming the Persistence of Poverty and Inequality*, Palgrave, pp. 149-171; See also Adesina, Jimi O. (2011), Beyond the social protection paradigm: social policy in Africa's development. *Canadian Journal of Development Studies*, 32(4), 454-470.

L'objectif primordial de ce projet est la transformation des discours, des approches et des cultures de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques sociales afin d'établir des approches de politique sociale genrée et transformatrice en Afrique.

## **LES DOCUMENTS DE RÉFLEXION**

Les documents de réflexion doivent compléter ou s'appuyer sur les études nationales et régionales déjà réalisées pour fournir des pistes pour des politiques sociales transformatrices en analysant des interventions ou des solutions prometteuses pour une politique sociale transformatrice en Afrique.

Le projet prévoit 9 questions. Vous trouverez ci-dessous une liste **non exhaustive** des questions à étudier :

- A. Interfaces et synergies de la politiques sociale et économique**
- B. Fondements politiques et démocratiques de la politique sociale et de la citoyenneté**
- C. L'influence des ODD sur les politiques sociales en Afrique.**
- D. Financement de la politique sociale en Afrique**
- E. Dimensions négligées de la politique sociale**

Les thèmes des documents de réflexion n'étant pas exhaustifs, les participants à l'appel ont la possibilité de proposer des questions importantes qui ne figurent pas dans la liste des thèmes, s'ils les jugent essentielles pour repenser la politique sociale. Vous êtes également encouragés à mettre en évidence des aspects pertinents mais discrets d'une politique sociale transformatrice.

Vous trouverez ci-dessous de brèves discussions sur les orientations possibles des documents dans le cadre des thèmes proposés.

### **A. Les interfaces et les synergies de la politique sociale et économique**

À ses débuts, le concept d'économie était compris comme une « économie politique », le lieu des luttes sociales pour l'équité distributive des bénéfices de la valeur créée collectivement. En fait, l'économique et le social étaient les deux faces d'une même pièce. En revanche, depuis la fin du XVIIIe siècle, la discipline économique est dominée par le postulat normatif selon lequel les actions recommandées purement par l'intérêt personnel et médiatisées par la « main invisible » du marché produisent en fin de compte le bien-être commun de la manière la plus efficace. Dans cette conception, le bien-être social est un sous-produit de marchés efficaces plutôt que le fondement normatif de l'économie. On prétend que des marchés illimités, le libre-échange, une implication limitée des pouvoirs publics dans l'offre et la réglementation des biens et des services conduiront en fin de compte à une augmentation de la richesse et du bien-être. Entre autres, cette orthodoxie libérale ne tient pas compte de la valeur économique créée par les soins du ménage et de la communauté, qui sont principalement assurés par les femmes. Cette exclusion n'annule pas seulement les affirmations d'efficacité du marché en tant qu'instrument d'allocation, mais rend également les conséquences en termes de bien-être intrinsèquement inéquitables du point de vue du genre. En outre, la conception de la main

invisible contredit les approches hétérodoxes qui considèrent les marchés comme des institutions politiques et sociales ayant des tendances très inégalitaires qui requièrent l'attention des décideurs politiques. Elle rend également difficile la prise en compte complète du rôle et des limites des différents arrangements institutionnels (impliquant les États, les marchés et les « communautés ») pour la gestion des questions économiques et sociales.

Ce document de réflexion examinera comment l'évolution de la pensée et des pratiques économiques a affecté les politiques sociales, en accordant une attention particulière à la manière dont l'orthodoxie économique actuelle sape les politiques sociales genrées et transformatrices et équitables en matière de genre. Le document explorera les paradigmes et politiques économiques alternatifs qui sont cohérents avec les valeurs d'équité et de justice sociale et discutera également de la manière dont les politiques économiques progressives produisent à leur tour des résultats sociaux transformateurs.

Le document de réflexion pourrait aborder les thèmes suivants :

- L'évolution de la pensée économique et ses implications pour une politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre.
- L'impact des principaux piliers de l'orthodoxie économique actuelle sur les politiques sociales et la manière dont des politiques économiques alternatives pourraient orienter les politiques sociales dans des directions recommandées.
- Les implications des conceptions alternatives des marchés et leurs implications pour les rôles de la politique économique et sociale.
- Au regard des difficultés économiques actuelles et des restructurations qui en découlent sur le continent, comment des politiques sociales transformatrices pourraient-elles fournir une solution pour un développement économique durable.

## **B. La politique et les fondements démocratiques de la politique sociale**

Dans les années 1980, les pays de la région ont dû mettre en œuvre des politiques économiques néolibérales qui négligeaient les politiques sociales. Par conséquent, les politiques sociales introduites au début de l'ère postcoloniale, principalement pour promouvoir l'inclusion et renforcer les capacités productives des citoyens, ont été démantelées par la privatisation et d'autres mécanismes qui devaient désigner le recul de l'État et l'individualisation des risques sociaux et économiques. Les années 1990 ont vu la transition de régimes politiques militaires et autres régimes autoritaires en Afrique vers des démocraties fondées sur des élections partisanes compétitives. Depuis le retour de la démocratie, les politiques sociales sont devenues des questions majeures dans les campagnes et les débats politiques, en particulier dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de l'aide à l'enfance, de l'aide au revenu des personnes âgées, des conditions du marché du travail, du logement, de l'accès à l'eau potable, de l'égalité entre les sexes et de la protection sociale. Cela n'est pas surprenant étant donné le rôle fondamental de la politique sociale dans la promotion du bien-être humain par la redistribution, la production, la reproduction, la protection et la cohésion sociale. Ces rôles de la politique sociale renforcent l'argument selon lequel la dichotomie entre les politiques sociales et économiques est artificielle, et que le social et l'économique sont symbiotiques et inséparables.

Dans le contexte des démocraties en Afrique, les discours sur la politique sociale se déroulent à une interface politique occupée par des acteurs nationaux et transnationaux. Cela soulève des questions sur les constellations d'acteurs et les intérêts, le rôle médiateur des institutions, le pouvoir et les positionnements, la conception et la mise en œuvre des politiques, ainsi que les capacités en matière de ressources. Ce document devrait fournir une analyse conceptuelle et théorique de la politique sociale dans les politiques démocratiques contemporaines en Afrique. Il s'appuiera sur des exemples et des illustrations provenant de pays de la région pour proposer un programme de transformation de la politique sociale dans des contextes démocratiques. Le document de travail pourrait aborder les thèmes suivants :

- Politique sociale et politique démocratique en Afrique
- La politique de la politique sociale (intérêts, définition de l'agenda, positionnement; débats)
- Perspectives normatives et de droits de l'homme pour une politique sociale transformatrice
- Institutions de gouvernance mondiale et politique sociale

### **C. L'influence des ODD sur la politique sociale en Afrique**

Les Objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés par les dirigeants mondiaux en septembre 2015 sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) avec le soutien d'autres institutions multilatérales. Les ODD ont été conçues pour relever les défis associés à trois domaines de croissance : la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Les ODD visent à éliminer ou à réduire la pauvreté au sein de la famille humaine, à mettre fin à la faim en préservant la sécurité alimentaire, à améliorer la qualité de la vie humaine et les moyens de subsistance par une meilleure hiérarchisation des investissements dans les soins de santé, à assurer l'autonomisation des femmes et à promouvoir l'égalité, à améliorer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, à se concentrer sur la mise en place d'un environnement propice au travail décent et aux possibilités d'emploi et à s'attaquer énergiquement aux causes sous-jacentes du changement climatique, entre autres. Les ODD sont devenus les indicateurs clés de performance (KPI) pour mesurer les progrès dans les pays, en particulier en Afrique et dans le monde en développement. En Afrique, un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur les ODD a relevé que les progrès ont été lents. Par exemple, bien qu'il y ait eu des progrès en matière de scolarisation, le rapport note qu'environ 288 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas, et que cette situation est la plus fréquente dans les pays du continent en proie à des conflits. Le rapport prévient également qu'environ 350 millions d'Africains seront touchés par la pauvreté absolue d'ici à 2050, à moins que des progrès plus importants ne soient réalisés en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que les objectifs restent un plan directeur utile pour guider les décideurs sur leurs priorités politiques, on s'inquiète du fait que la plupart des pays du continent souffrent de problèmes de développement - notamment le chômage, l'insécurité, les insurrections, les bouleversements politiques, l'explosion des dettes, la mauvaise gestion des financements - qui n'ont pas été spécifiquement

analysés et pris en compte dans le cadre général des ODD. Ainsi, bien que dans leur cadre général, les ODD relèvent directement des préoccupations de la politique sociale, l'histoire des approches politiques interventionnistes en Afrique nous enseigne que lorsque le contexte n'est pas correctement pris en compte dans la définition des problèmes et la conception des solutions, les chances de succès sont minimales. En outre, les défis posés au bien-être humain dans la plupart des pays africains exigent de multiples innovations, une réflexion politique intelligente et des conceptions créatives aux niveaux conceptuel, institutionnel, social et technologique.

Le document de réflexion peut examiner ces questions et d'autres :

- Dans quelle mesure y a-t-il eu adéquation entre les ODD et les réalités locales dans les pays africains en ce qui concerne la politique sociale, et quelle a été l'influence des ODD sur les politiques sociales dans la région ?
- De quelle manière les ODD peuvent-ils soutenir ou servir d'inspiration pour promouvoir et désigner des politiques sociales créatives dotées de capacités de résolution de problèmes à multiples facettes, sans compromettre les promesses de croissance économique en Afrique ?
- Comment et dans quelle mesure les ODD abordent-ils, ou sont-ils capables d'aborder, les questions d'inégalité entre les sexes de manière à déloger les normes profondément ancrées et les pratiques tenues pour acquises qui entravent les efforts de promotion de l'égalité entre les sexes ?

#### **D. Financement de la politique sociale**

Le financement de la politique sociale est depuis longtemps une question épineuse. Alors que la valeur de la politique sociale en tant qu'investissement dans le développement socio-économique est de plus en plus reconnue, la question de la viabilité de la politique sociale reste une question cruciale dans les débats politiques et universitaires ; construire des programmes de politique sociale sur des arrangements financiers durables, équitables et propices au développement économique reste une préoccupation centrale. Souvent, l'accent mis sur le coût de la politique sociale a été utilisé pour justifier des instruments de politique sociale ciblés et basés sur le marché.

L'accent mis sur la dimension financière de la politique sociale est jugé nécessaire pour éviter les politiques extrêmes d'austérité ou les politiques sociales expansionnistes qui ne sont pas viables.<sup>2</sup> Une série d'études sur le financement durable de la politique sociale dans une large perspective de développement ont identifié différentes sources de revenus pour la politique sociale, telles que la fiscalité, les cotisations d'assurance, les fonds de pension, les rentes provenant des ressources naturelles, l'aide au développement et les envois de fonds. Différents pays utilisent différentes combinaisons de ces instruments en fonction de leurs dotations en ressources et de leurs trajectoires de politique économique.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Mkandawire, T. (2009). Preface. In K. Hujo, and S. McClanahan (Eds.), *Financing social policy mobilizing resources for social development*, UNRISD and Palgrave Macmillan.

<sup>3</sup> Hujo, K. and McClanahan, S. (2009) "Introduction and Overview. In K. Hujo and S. McClanahan (Eds.), *Financing social policy, mobilizing resources for social development*, UNRISD and Palgrave Macmillan.

La recherche des implications économiques, sociales et politiques de chaque source de revenus permet d'apprécier l'importance de l'équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et politiques associés à chaque arrangement fiscal. Deuxièmement, un examen critique des combinaisons de ces instruments met en évidence leurs effets variables sur la stabilité macroéconomique, la capacité des citoyens à demander des comptes et les fonctions de la politique sociale et des relations entre l'État et la société (production, reproduction, protection, redistribution et cohésion sociale).

Le financement de la politique sociale implique des questions de mobilisation et d'allocation des ressources, ainsi que les acteurs et les institutions impliqués dans ces processus. En examinant ces questions, il est nécessaire d'aller au-delà d'une micro-perspective sur la meilleure façon d'allouer un nombre donné de ressources pour examiner l'impact des dispositifs de protection sociale sur le développement économique et vice-versa. Une question connexe est de savoir comment la politique sociale peut soutenir un processus d'accumulation qui génère des revenus pouvant être utilisés par différents instruments de politique sociale.<sup>4</sup>

L'accent mis sur les sources de revenus pour la politique sociale permet aux chercheurs de se concentrer à la fois sur les contraintes et les opportunités pour les pays en développement de mettre en place des stratégies efficaces de financement des politiques sociales qui font avancer le programme de développement.

Le document examinera les questions telles que :

- l'évolution du financement de la politique sociale ;
- l'évolution des notions de coûts et de profits de la politique sociale et leurs implications pour une politique sociale efficace ;
- les investissements privés et la mise en œuvre de la politique sociale ;
- l'analyse comparative des approches dominantes actuelles en matière de financement de la politique sociale et des modalités de financement et de leurs implications pour une politique sociale équitable et transformatrice en matière de genre.
- les approches prometteuses du financement de la politique sociale qui favorisent une politique sociale transformatrice et équitable en matière de genre.

### **E. Dimensions négligées de la politique sociale**

Des universitaires influents en matière de politique sociale en Afrique ont conçu la politique sociale comme englobant la production, la protection, la redistribution, la reproduction et la cohésion sociale, et ayant la capacité de générer une transformation multidimensionnelle et à multiples facettes. Cette définition élargie de la politique sociale suggère des dimensions importantes de la politique sociale qui n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante dans la recherche, qu'il s'agisse de secteurs, d'acteurs, de processus ou de phénomènes.

Nous acceptons, par exemple, les propositions de documents de réflexion qui :

---

<sup>4</sup> Abdikani, H.I. (2021) *Social policy as a tool for reducing poverty in Africa: Exploring ways and mechanisms*, ILA.

- adoptent une perspective de politique sociale sur les biens et services publics qui soutiennent l'épanouissement humain, tels que le logement, les transports publics, l'air pur, l'urbanisme, les installations de loisirs, la radiodiffusion publique, la protection des consommateurs, l'application de la loi et les services postaux ;
- discutent des implications de la politique sociale dans les domaines des loisirs, de l'expression créative, de la philanthropie et du bénévolat, et du travail non rémunéré ;
- examinent la nature, les opérations et l'influence d'acteurs de la politique sociale moins visibles ou moins étudiés, tels que l'armée ou des organismes régionaux comme la CEDEAO.

## **FORMAT DES CANDIDATURES**

### **Contenu de la demande**

Les candidats doivent présenter les documents suivants :

1. un CV
2. une note conceptuelle de 2,500 mots maximum (hors références et notes de bas de page), comprenant les sections suivantes :
  - Contexte
  - Nature de la question et importance du sujet pour la politique sociale
  - Débats universitaires et politiques actuels sur le sujet en Afrique
  - Approche théorique ou conceptuelle du document
  - Champ d'application du document
  - Questions/objectifs de la recherche
  - Sources de données et analyse
  - Plan de l'article
  - Une section sur le profil professionnel avec
    - une brève description de l'expérience/du parcours du/des chercheur(s) qui illustre les qualifications et les compétences pertinentes,
    - des exemples de rapports/articles similaires, avec quelques liens vers des travaux publiés.

***\*\*Nous acceptons les propositions en anglais, en français ou en portugais.\*\****

### **Échéancier et frais**

- Date limite des candidatures : **15 février 2025**
- Notification aux candidats retenus : **31 mars 2025**
- Signature du contrat : **15 avril 2025**
- Durée du contrat : **6 mois** à compter de la date de signature du contrat
- Frais : **6 000 USD** par document



## Soumission et demandes de renseignements

Pour les candidatures et/ou les demandes de renseignements, veuillez nous contacter par courrier électronique à l'adresse suivante : [ro.getspa.ias@ug.edu.gh](mailto:ro.getspa.ias@ug.edu.gh) avec une copie à [pis.getspa.ias@ug.edu.gh](mailto:pis.getspa.ias@ug.edu.gh)

